



# Assemblée générale

## CPSD/513

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Quatrième Commission

11<sup>e</sup> séance – après-midi

**QUATRIÈME COMMISSION: LE DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION INDIQUE  
QUE LES MÉDIAS SOCIAUX PERMETTENT D'AMPLIFIER LE MESSAGE DIFFUSÉ  
PAR SES SUPPORTS TRADITIONNELS DE COMMUNICATION**

**De nombreuses délégations exigent le respect de la parité linguistique  
dans les produits d'information écrite, audiovisuelle et électronique des Nations Unies**

Cet après-midi, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a examiné les questions relatives à l'information diffusée par le système de l'ONU. L'échange qui a eu lieu sur ce point de l'ordre du jour de la Commission a permis au nouveau Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, M. Peter Launsky-Tieffenthal, de broser un tableau des développements survenus dans ce domaine aux Nations Unies, en particulier depuis sa prise de fonctions en août dernier, ceci à travers les activités des différents secteurs du Département qu'il dirige.

En début de séance cet après-midi, le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, M. Vuk Jeremić de la Serbie, dont l'intervention a porté sur les travaux de la Quatrième Commission, a estimé que l'une des contributions les plus significatives des Nations Unies à la paix, à la sécurité et au développement avait été la décolonisation. « Nous approchons aujourd'hui de la fin d'un long processus de libération et d'émancipation, même si 16 territoires ne sont toujours pas officiellement autonomes, et la contribution de cette Commission à la décolonisation mérite d'être saluée », a souligné le Président de l'Assemblée.

L'exposé présenté par M. Launsky-Tieffenthal, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, a été pour lui l'occasion de revenir sur la place de plus en plus visible des nouveaux médias sociaux, dont Twitter et Facebook, dans la stratégie de communication du Département de l'information (DPI), ce dont témoigne le fait que plus d'un million de personnes suivent désormais le compte Twitter des Nations Unies. « Ces instruments digitaux nous permettent d'amplifier nos messages, d'élargir l'impact de nos produits traditionnels comme les interviews audio, les photos et les articles que nous produisons, et de toucher de nouvelles audiences », a expliqué le Secrétaire général adjoint.

Il a cependant assuré que pour son Département, les médias sociaux étaient un complément des médias traditionnels que sont la presse, la radio et la télévision et n'étaient pas envisagés comme un remplacement. Reprenant le slogan annoncé par son prédécesseur l'année dernière, il a indiqué qu'il s'agit pour le DPI « d'informer, d'engager et d'agir ». Pour cela, le Département s'appuie sur tous les outils et canaux de communication à sa disposition, que ce soient les nouveaux médias, les médias traditionnels, des partenariats avec des institutions universitaires, le secteur privé ou encore des maisons d'édition, ainsi qu'à travers l'utilisation des nouvelles technologies satellitaires, ou celle des Centres d'information des Nations Unies. Pour M. Launsky-Tieffenthal, sa mission consiste à moderniser les services et les systèmes du DPI tout en réduisant les dépenses.

Après un bref débat interactif au cours duquel des délégations ont pu poser des questions au Secrétaire général adjoint et à son équipe, la Quatrième Commission a ouvert un débat général sur les questions relatives à l'information.

La délégation de l'Algérie, qui s'exprimait au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a reconnu que l'utilisation de l'Internet et des sites Web de l'Organisation avait augmenté de manière significative. À cet égard, et malgré les efforts déployés par le DPI pour respecter le multilinguisme, elle a souligné l'urgence d'améliorer le contenu des sites dans les six langues officielles de l'ONU et a exhorté le Département à concevoir une stratégie afin de respecter cette parité. Une autre préoccupation des pays du Groupe des 77 et de la Chine porte sur l'équilibre à trouver entre médias traditionnels -radios, télévision et communiqués de presse imprimés- et médias sociaux, dans la mesure où de nombreux pays en développement ne sont pas encore en mesure de voir ces

nouvelles technologies prendre le dessus. En effet, la fracture numérique qui persiste entre pays développés et ceux en développement rend difficile l'accès des populations aux nouveaux médias. À ce titre, le représentant de Cuba a souligné que le taux de pénétration de l'Internet n'était que de 18% dans les pays en développement.

Le représentant de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui a partagé cette préoccupation, a également exhorté l'Organisation des Nations Unies à maintenir l'objectivité, l'impartialité, la précision et la cohérence de ses messages.

Pour le représentant de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dont les États membres se sont particulièrement investis dans les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix, le rôle du Département de l'information est capital. Il doit assurer la coordination et la coopération autant avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département d'appui aux missions, qu'avec la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix, dans le souci de toucher un maximum de personnes. Pour l'ASEAN, cela suppose une diffusion plus effective de l'information, ce qui passe par la promotion du multilinguisme dans tous les supports de communication des Nations Unies.

Rejoignant ce propos, la délégation du Chili, qui s'exprimait au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), a considéré comme essentiel que l'information onusienne soit diffusée dans le plus grand nombre possible de langues, y compris le portugais et les langues autochtones lorsqu'il s'agit des moyens de communication traditionnels comme la radio.

La Quatrième Commission poursuivra son débat général sur les questions relatives à l'information demain, mercredi 24 octobre, à 15 heures.

### ***RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES QUESTIONS RELATIVES À L'INFORMATION ( A/67/307 )***

Le présent rapport met en relief les campagnes de communication récentes, entreprises par le Département de l'information sur des questions importantes telles que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme, la question de Palestine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Les activités du réseau des centres d'information des Nations Unies, composantes essentielles des campagnes locales du Département, sont aussi examinées. Le rapport décrit les services fournis par le Département aux médias, y compris les progrès accomplis au niveau de la zone multimédia du site de l'ONU et du centre d'actualités, ainsi que la publication de communiqués de presse et les activités de couverture des réunions. Le Secrétaire général y décrit aussi l'action récente des services de diffusion du Département, y compris sa collaboration avec la communauté artistique, ses activités d'appui au Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies, ainsi que ses relations avec les organisations non gouvernementales. Le rapport présente également un résumé des partenariats mis en place avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche autour de l'initiative Impact universitaire.

### ***Note du Secrétaire général ( A/67/62 )***

Par cette note, le Secrétaire général transmet à l'Assemblée générale une lettre de la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO) datée du 26 janvier 2012 et la résolution jointe, par laquelle la Conférence générale a proclamé le 13 février Journée mondiale de la radio.

### ***Rapport du Comité de l'information ( A/67/21 )***

Le rapport souligne l'importance de promouvoir l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace, destiné à renforcer la paix et la compréhension internationale et fondé sur la libre circulation et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information.

Le rapport indique que la trente-quatrième session du Comité de l'information s'est tenue le 23 avril 2012 au Siège de l'ONU et qu'elle a été ouverte par le Président du Comité, M. Eduardo Ulibarri (Costa Rica).

Se référant aux questions de fond dont était saisi le Comité, les orateurs ont au cours de cette session souligné le rôle central de l'ONU dans les affaires mondiales, ainsi que celui du Département de l'information en tant que porte-parole de l'Organisation.

Ce rapport contient deux projets de résolution et un projet de décision.

## **Allocution du Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale**

M. VUK JEREMIĆ, Président de la soixante-septième de l'Assemblée générale, a rappelé que la Quatrième Commission était chargée de débattre de questions complexes et qu'elle s'était toujours acquittée de ses travaux dans les temps impartis. Cette année, a-t-il dit, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation a déjà examiné sept des 12 points inscrits à son ordre du jour.

M. Jeremić a estimé que l'une des contributions les plus significatives des Nations Unies à la paix, la sécurité et au développement avait été la décolonisation. Nous approchons aujourd'hui la fin d'un long processus de libération et d'émancipation, même si 16 territoires ne sont toujours pas officiellement autonomes, a-t-il rappelé. La contribution de cette Commission en faveur de la décolonisation mérite d'être saluée, a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Jeremić a mis l'accent sur les Opérations de maintien de la paix, estimant que la présence de l'ONU dans certaines parties du monde était indispensable en faveur de la paix. Il a souhaité que les États Membres continuent d'appuyer ceux qui servent sous la bannière de l'ONU à travers le monde. À cet égard, il a salué le travail croissant de l'Union africaine qui, a-t-il dit, joue un rôle dans la prévention, la gestion des conflits et le règlement des problèmes sur le terrain. L'Union européenne joue également un rôle crucial, a-t-il dit.

Enfin s'agissant de la situation au Moyen-Orient, M. Jeremić a rappelé qu'au cours du débat de haut niveau de l'Assemblée générale, la question de la Palestine avait été soulevée par de nombreuses délégations qui soutiennent une solution à deux États. Cette solution, a-t-il ajouté, doit être en mesure de prendre en compte les attentes du peuple israélien et du peuple palestinien. Beaucoup ont demandé à l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle plus important à cet égard, a-t-il poursuivi. Abordant également la question des réfugiés palestiniens, le Président de l'Assemblée générale a mis en avant la contribution et le rôle vital déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Toutefois, il a déploré le manque de financement de cette agence. Citant quelques chiffres, M. Jeremić a indiqué que l'UNRWA travaillait avec des familles incapables de s'alimenter et dont le budget d'alimentation est inférieur à 40 dollars par semaine et par famille. Les kits d'urgence fournis leur coûtent 50 dollars, a-t-il relevé, en dépliant la situation budgétaire de l'UNRWA. S'il a reconnu les contraintes budgétaires que subissent la plupart des États Membres, le Président de l'Assemblée générale a également insisté sur la situation de millions de réfugiés palestiniens dont la vie dépend de la générosité des États Membres de l'ONU. Concluant son propos, il a exhorté les États Membres à accroître leur contribution à l'UNRWA et a souhaité que des compromis soient trouvés sur d'autres points inscrits à l'ordre du jour de la Quatrième Commission.

## **QUESTIONS RELATIVES À L'INFORMATION ( A/67/21 et A/67/307 )**

Avant d'entamer l'examen des questions relatives à l'information, M. NELSON MESSONE, Président de la Quatrième Commission, a rappelé que le Comité de l'information a été créé en 1978, afin d'examiner les politiques et les activités de l'ONU en matière d'information, et que depuis lors il fournissait des orientations pour les travaux et les diverses activités du Département de l'information.

M. MOHAMED REZA SAHRAEI, Rapporteur du Comité de l'information, a présenté le Rapport de la trente-quatrième session du Comité de l'information (A/67/21) qui comprend quatre chapitres. Le rapport souligne l'importance d'étendre l'information à travers les nouveaux médias sociaux (twitter, facebook, et autres), même si les médias traditionnels doivent rester une source d'information majeure dans les pays en développement.

Par ailleurs, les questions relatives à la liberté de la presse et à la liberté d'expression sont essentielles pour l'autonomisation des citoyens, a-t-il expliqué, citant les points essentiels contenus dans le Rapport. Le respect de la parité linguistique est également une question importante, a-t-il dit, soulignant que la disparité entre les six langues de l'ONU s'était encore accentuée. Le site Web des Nations Unies demeure un atout important dans la diffusion du message de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport met l'accent sur les Centres d'information des Nations Unies (CINU) et estime qu'ils doivent être renforcés.

## **Déclaration liminaire**

M. PETER LAUNSKY-TIEFFENTHAL, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, qui s'est adressé pour la première fois à la Quatrième Commission, a commencé par une brève présentation de sa carrière. Depuis sa prise de fonction aux Nations Unies, en août dernier, M. Launsky-Tieffenthal a indiqué qu'il a été à l'écoute des États Membres pour voir de quelle manière il était possible d'augmenter l'efficacité du Département de l'information (DPI) et d'élargir sa portée et son impact. À ce titre, il s'est dit conscient du rôle que jouent le Comité de l'information et la Quatrième Commission pour guider les travaux de son Département. Toute stratégie de communication et d'information publique doit être avant tout orientée vers un résultat transparent et stratégique. Cette approche est définie par le slogan du DPI qui est « informer, engager et agir », a dit M. Launsky-Tieffenthal. Il a souligné que le rôle du DPI était d'informer le monde sur les Nations Unies et ce qu'elles font tous les jours pour le bien des peuples. Pour ce faire, le DPI déploie un ensemble d'activités,

met en place des alliances nouvelles et assure la diffusion mondiale d'informations sur l'ONU en mettant l'accent sur la sensibilisation au niveau local.

Le Secrétaire général adjoint a rappelé que les travaux de son Département étaient guidés par trois considérations stratégiques, à savoir tirer profit des opportunités offertes par les différents médias, y compris les réseaux sociaux et les plateformes digitales, la presse écrite, la radio, la télévision et les différentes possibilités de communication directe. Il s'agit également de renforcer le soutien international dont jouissent les Nations Unies en engageant les États Membres dans un dialogue interactif, ainsi que la société civile et les jeunes. Puis, il faut accorder la priorité au multilinguisme dans les travaux de l'ONU, ce qui suppose qu'on encourage les départements et bureaux qui fournissent du contenu et des informations au DPI à le faire dans les six langues officielles.

Revenant au Rapport du Secrétaire général, M. Launsky-Tieffenthal a indiqué qu'il donnait un aperçu des activités récentes entreprises par le DPI au cours des six premiers mois de l'année. Il est revenu sur ce qui s'est passé depuis son arrivée, et notamment la couverture de la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Il a évoqué la manifestation relative à la publication du rapport de l'Équipe spéciale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour laquelle le DPI avait préparé des dossiers de presse, et qui a été couverte par plus de 400 articles publiés dans la presse mondiale au cours des premières 24 heures suivant la publication du document. Pour la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté, qui a été célébrée la semaine dernière, le DPI a travaillé en étroite collaboration avec le PNUD et la Campagne du Millénaire ainsi qu'avec d'autres partenaires pour coordonner une action ciblée sur les réseaux sociaux, en vue de mettre en avant les succès obtenus en termes de réalisations des OMD et des opportunités à saisir d'ici à 2015, a dit M. Tieffenthal. En trois jours, le « hashtag » « EndPoverty » a touché plus de 9,6 millions de personnes via Twitter, a précisé le Secrétaire général adjoint.

Le Secrétaire général adjoint a également fait état de la couverture médiatique que son Département avait assurée tout au long du débat général et des manifestations de haut niveau de l'Assemblée, notamment les 250 articles publiés sur le Centre des nouvelles de l'ONU; les 310 manifestations couvertes par UN photo; des webcasts en direct du débat général; l'accréditation de 2064 journalistes entre juillet et septembre au Siège des Nations Unies; 10 000 photos envoyées aux agences de presse et autres médias ainsi qu'aux États Membres; ou encore les 427 interviews menées avec les dirigeants du monde qui ont été enregistrées et mises à disposition dans la bibliothèque audio en ligne des Nations Unies. M. Launsky-Tieffenthal a déclaré être particulièrement satisfait des réactions positives qu'il a reçues de la part des États Membres concernant les communiqués de presse du DPI qui visent à donner un résumé succinct et rapide des réunions.

Il a également expliqué que, parallèlement aux médias traditionnels, le DPI avait su tirer profit des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter. « Ces instruments digitaux nous permettent d'amplifier nos messages et d'élargir l'impact de nos produits traditionnels comme les interviews audio, les photos et les articles que nous produisons », a expliqué le Secrétaire général adjoint. Ils permettent de toucher de nouvelles audiences, a-t-il précisé. Ainsi, depuis le mois dernier, plus d'un million de personnes suivent le compte Twitter des Nations Unies et, qu'il s'agisse de Twitter ou de Facebook, l'audience des Nations Unies est en large partie basée dans les pays en développement. M. Launsky-Tieffenthal a également rappelé l'existence du nouveau blog de son Département, qui s'adresse aux utilisateurs de médias sociaux, pour leur expliquer comment ils peuvent regarder l'ONU en action et participer aux activités de l'ONU; ou encore le compte Google+, qui a atteint 600 000 suiveurs. Il a cependant réaffirmé que, pour le DPI, les médias sociaux sont un complément et non pas un remplacement des médias traditionnels.

M. Launsky-Tieffenthal a également mis en avant les améliorations apportées au portail du Centre des nouvelles de l'ONU et le fait que le webcast des réunions intergouvernementales était maintenant disponible dans la langue de l'intervenant et en anglais. Parmi les nouveaux partenariats, le responsable du DPI a mentionné celui avec la Deutsche Welle, Nippon Airways, et particulièrement avec le monde universitaire par le biais de l'initiative Impact Académique (UNAI). Il a assuré que son Département cherchait toujours de nouvelles manières pour faire découvrir les Nations Unies au public. Il a également présenté les programmes à l'attention des enfants –qui sont les futurs leaders du monde– que le DPI développe, et notamment la visite guidée « spéciale enfants » des Nations Unies qui devrait être officiellement lancée cet automne. Dans ce contexte, il a rappelé que les visites guidées au Siège des Nations Unies allaient fêter leur sixantième anniversaire le 2 novembre prochain.

Compte tenu du succès rencontré par les dernières conférences DPI/ONG, M. Launsky-Tieffenthal a saisi cette occasion pour demander aux États Membres de se proposer pour organiser les prochaines conférences et a indiqué que l'ONU attendait des engagements fermes de la part de leurs gouvernements.

Il a assuré que le Département de l'information recherchait continuellement des nouvelles voies pour mieux fonctionner et s'adapter aux mutations rapides du monde des médias et de la communication. « Il s'agit de moderniser nos services et nos systèmes tout en réduisant nos dépenses », a expliqué le Secrétaire général adjoint. À titre d'exemple, il a cité la technologie de « l'impression à la demande » des documents de l'ONU, ou

encore les accords passés avec des maisons d'édition pour la traduction et la co-publication de 38 publications de l'ONU.

Le Secrétaire général adjoint est également revenu sur le rôle des Centres d'information des Nations Unies (CINU) dans la gestion de la communication de l'ONU en situation de crise, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le réseau des CINU est composé de 63 centres qui « sont vitaux pour le contact direct entre les Nations Unies et le grand public », a-t-il précisé, ajoutant que les États Membres avaient apprécié les services en 39 différentes langues locales, offerts par ces centres, en plus des six langues officielles. Le Secrétaire général adjoint a remercié les pays qui accueillent ces centres et qui leur fournissent un appui, soit financier, soit en prenant en charge le loyer de leurs locaux. Il est également revenu sur les soucis d'ordre sécuritaire que connaissent certains de ces centres et a assuré que son Département essayait de trouver des options pour que ces CINU rejoignent d'autres organismes des Nations Unies dans des locaux plus sûrs, de manière à partager les frais de sécurité.

En conclusion, M. Launsky-Tieffenthal a déclaré que la responsabilité du DPI consistait à expliquer le travail et le mérite de l'ONU et que la meilleure façon pour le faire était de travailler main dans la main avec ses partenaires, les États Membres. En dépit de la crise économique et fiscale mondiale, il faut faire en sorte que les peuples aient foi en l'ONU et qu'elle représente toujours l'espoir d'un avenir meilleur dans l'immédiat et à long terme. « Et c'est là que nos missions convergent. Je m'engage à travailler avec vous, États Membres, pour projeter notre vision commune de l'Organisation des Nations Unies, ses forces et ses promesses. Ensemble, nous pouvons réaliser les objectifs qui sont au cœur de cette Organisation », a conclu le Secrétaire général adjoint.

### **Dialogue interactif**

Le représentant de l'Algérie a exprimé la satisfaction de sa délégation concernant la coopération entre son pays et le Département de l'information. Il a expliqué que des actions concrètes avaient été prises pour faire connaître dans son pays l'un des aspects du travail de l'ONU, notamment celui relatif à la question de la paix, à la sécurité internationale, à la tolérance et à la réconciliation. Il a salué le grand nombre de femmes et d'hommes du Département de l'information qui sont entièrement dédiés à assister les États Membres et à faire découvrir le travail de l'ONU. Sa délégation souhaite que le Département bénéficie de toutes les ressources nécessaires pour assurer son bon fonctionnement, a-t-il dit. Par ailleurs, le représentant de l'Algérie a indiqué que la question qui l'intéressait portait sur les correspondants de presse accrédités auprès de l'Organisation. « Étant donné l'importante augmentation du nombre de correspondants de presse, serait-il possible que les États Membres disposent d'un moyen de les identifier, eux et les médias qu'ils représentent? », a demandé le représentant.

Répondant aux commentaires du représentant de l'Algérie, le Secrétaire général adjoint à l'information s'est dit honoré que ce dernier ait reconnu les efforts déployés par le Département. Il lui a affirmé qu'il allait se pencher sur le sujet relatif au statut et à l'identification des correspondants de presse afin de trouver une solution.

### **Débat général**

S'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, M. MOURAD BENMEHIDI (Algérie), s'est félicité de la coopération entre le Département de l'information et le Comité de l'information, et des résultats fructueux qui émanent de leur coopération. Il a appelé ces organes à poursuivre leurs efforts en vue de promouvoir les principes et les objectifs des Nations Unies. Il a également salué les progrès accomplis par les Nations Unies dans le domaine de l'information. Il a toutefois regretté que le manque de ressources et de moyens techniques, notamment dans de nombreux pays en développement, continuait d'être une entrave pour ces pays, notamment dans l'accès à l'information.

Le Groupe des 77 et de la Chine, a poursuivi M. Benmehidi, continue à appuyer le Département de l'information (DPI) et notamment son programme pour la Palestine. Il a souhaité que le DPI mette en place une nouvelle campagne de sensibilisation qui porterait sur « 2011-2020, Troisième Décennie pour l'élimination du colonialisme ». Par ailleurs, il a souligné l'importance pour le groupe de pays au nom desquels il s'exprimait des Centres d'information des Nations Unies (CINU). Il a rappelé que ces Centres étaient confrontés à de nombreux défis, à savoir le vieillissement de leur matériel de bureau et l'absence de rentabilité, ou encore l'accès limité à des outils tels que l'Intranet. Il a appelé les États Membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer les CINU. Réitérant le soutien du Groupe des 77 et de la Chine à la création d'un centre d'information de langue portugaise, à Luanda, en Angola, M. Benmehidi a exhorté le Secrétariat à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de la mise en place rapide de ce centre.

Enfin, le représentant de l'Algérie a reconnu que l'utilisation de l'Internet et des sites Web de l'Organisation avait augmenté de manière significative. À cet égard, et malgré les efforts déployés par le DPI pour respecter le multilinguisme, M. Benmehidi a souligné l'urgence d'améliorer le contenu des sites dans les six langues de l'ONU. Il a exhorté le Département à concevoir une stratégie afin de respecter la parité linguistique. L'importance des médias traditionnels (radio et communiqués imprimés) est également un sujet de

préoccupation pour le Groupe des 77 et de la Chine qui espère que la prédominance des nouvelles technologies ne remplacera pas à terme l'utilisation de ces moyens traditionnels de communication.

M. NORACHIT SINHASANI (Thaïlande), parlant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), a salué le rôle de coordination joué par le Département de l'information de l'ONU dans la promotion d'une stratégie commune et la diffusion de messages clefs, à travers des programmes conjoints, des médias de proximité et des campagnes publiques, dans le contexte de Rio+20. « Ce genre de stratégies et de coordination permettent de maximiser les ressources et de bâtir des synergies partout où cela est possible », a apprécié le représentant de l'ASEAN.

Après avoir relevé que la communauté internationale se trouve à un tournant critique, M. Sinhaseni a noté qu'il « ne reste plus que trois ans pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), que plusieurs pays ne seront pas en mesure d'atteindre à temps ». La délégation de l'ASEAN a ensuite demandé que les Centres d'information des Nations Unies, présents dans 63 pays, puissent informer le plus largement possible sur les avancées en matière d'OMD et relayer les réactions. Par ailleurs, les États membres de l'ASEAN se sont particulièrement investis dans les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix. À ce titre, « l'ASEAN accorde une importance capitale au rôle du Département de l'information dans la coordination et la coopération autant avec le Département de maintien de la paix et le Département d'appui aux missions, qu'avec la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix », a souligné M. Sinhaseni. Du point de vue de l'ASEAN, le Département de l'information doit constamment avoir le souci de toucher le maximum de personnes. Pour cela, une distribution effective de l'information est nécessaire, et « la promotion du multilinguisme doit revêtir une importance particulière, aux Nations Unies, pour promouvoir l'accès à l'information », a insisté M. Sinhaseni.

M. OCTAVIO ERRÁZURIZ (Chili) qui s'exprimait au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), a exhorté l'Organisation des Nations Unies à maintenir l'objectivité, l'impartialité, la précision et la cohérence de ses messages. Il a exprimé sa préoccupation face à la fracture numérique croissante entre les pays développés et ceux en développement. La CELAC juge important que l'on continue d'utiliser les médias traditionnels pour transmettre le message de l'Organisation –radio, télévision, et presse écrite- qui sont les principales sources d'information dans la majorité des pays en développement. Elle est préoccupée par ailleurs par la violation de l'espace radio-électronique de certains pays par d'autres, et elle réitère la nécessité de ce que les fréquences radio-électroniques soient utilisées dans l'intérêt du public et conformément au droit international.

En ce qui concerne le multilinguisme, qui est dans la nature inhérente de l'ONU, la CELAC considère comme essentiel que l'information onusienne soit diffusée dans le plus grand nombre possible de langues, y compris le portugais et les langues autochtones pour ce qui concerne au moins les moyens traditionnels de communication comme la radio. Il est indispensable de parvenir à la parité et au respect de toutes les langues officielles des Nations Unies. Il est préoccupant, a observé l'orateur, que le problème ne soit toujours pas résolu malgré les efforts réalisés pour améliorer le contenu multilingue du site de l'ONU. Il est temps d'avancer, et la CELAC souhaiterait en particulier, dans un premier temps, que les communiqués de presse soient diffusés dans les six langues officielles. Le représentant a indiqué que le projet de résolution qui sera adopté pendant la session demande qu'une stratégie soit mise en place pour que soient publiés des bulletins de presse quotidiens dans les six langues.

M. RODNEY CHARLES (Trinité-et-Tobago) a souscrit à la déclaration de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et, s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a salué les progrès faits par le Département de l'information (DPI) de l'ONU, à travers notamment son site Internet multimédia et ses activités de promotion de diverses questions et initiatives débattues ou prises au sein de l'ONU. La CARICOM apprécie plus particulièrement les efforts visant à assurer une diffusion la plus large possible de l'information, notamment par le biais des Centres d'information des Nations Unies (CINU), a poursuivi le représentant. Cependant, la CARICOM regrette que le rapport du Secrétaire général ne reflète aucune des activités entreprises par le Centre d'information de la région des Caraïbes, qui diffuse pourtant l'information onusienne dans 19 territoires de langues anglaise et néerlandaise.

Les pays de la CARICOM apprécient, par ailleurs, que le Département de l'information fournisse les outils nécessaires à la célébration de la Journée internationale du souvenir des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique sur le thème « Honorer les héros, les résistants et les survivants ». Les pays de la CARICOM attendent également une coopération de la part du Département de l'information avec le Comité pour le Mémorial permanent, ceci dans le cadre de futurs événements commémoratifs. La CARICOM est aussi d'avis que le DPI devrait redoubler d'efforts pour la promotion de la femme dans le cadre du maintien de la paix, de la sécurité ou même du désarmement, a encore déclaré le représentant. Enfin, la CARICOM estime nécessaire de revoir, sur une base continue, l'allocation en personnels et en ressources financières des Centres d'information des Nations Unies.

Mme JACQUELINE FRANCESCA RIDDY-O'DOWD de l'Union européenne a commencé par souligner le rôle joué par le Département de l'information dans le cadre de la communication relative à la Conférence Rio+20 qui a notamment mobilisé les médias sociaux des Nations Unies. Elle a également affirmé que le réseau des centres d'information avait multiplié cet effet, et elle a appelé au renforcement de ce genre de coopération entre le Département et les centres. Maintenant, la priorité est l'établissement de l'agenda de développement après-2015, a-t-elle ajouté. Pour leur part, les pays de l'Union européenne soutiennent cette priorité. La coopération avec d'autres Départements qui portent sur le terrain la voix de l'ONU, tels le Département des opérations de maintien de la paix, le Département d'appui aux missions ou encore le Département des affaires politiques, doit par ailleurs être renforcée, et en particulier dans des domaines ou des questions qui nécessitent une attention accrue comme la situation en Syrie ou en Libye, a ajouté la représentante.

Dans toutes ses activités, le DPI devrait aussi servir et guider les principes des Nations Unies, a encore plaidé la représentante, soulignant en cela la résolution annuelle adoptée par l'Assemblée générale et une résolution du Conseil des droits de l'homme relative à la protection des journalistes. Aucun effort ne doit être ménagé pour la protection de ces principes, a-t-elle dit, déplorant que depuis 1992, pas moins de 943 journalistes ont été tués, 48 d'entre eux ayant perdu la vie rien qu'au cours de l'année 2012, dont 20 en Syrie. Pour la représentante, le multilinguisme est, en outre, non seulement garant du multiculturalisme, mais aussi de transparence, de responsabilité, et éventuellement de durabilité des actions portées par l'ONU. Dans ce contexte, il faut une coopération au niveau régional dans le but de faciliter l'accès à l'information dans plusieurs langues, a-t-elle conclu.

Notant l'augmentation du nombre d'événements qui surviennent quotidiennement dans le monde, M. ABUZIED SHAMSELDIN AHMED MOHAMED (Soudan) a estimé que l'information jouait un rôle central pour couvrir ce flux. Dans la plupart des cas, a-t-il ajouté, l'information est un facteur décisif de gouvernance. Le représentant a salué les travaux du DPI, notamment concernant les questions relatives au maintien de la paix, à la décolonisation ou encore à plusieurs autres questions fondamentales. Il s'est dit préoccupé par le fossé numérique qui existe entre les nations développées et celles en développement. Il convient également, a-t-il estimé, d'identifier des efforts nécessaires pour pouvoir assurer la parité entre toutes les langues des Nations Unies. La résolution 34/182 de l'Assemblée générale prie le Comité de l'information d'établir un cadre international de l'information plus juste et plus efficace, a-t-il indiqué. Nous avons besoin d'un système d'information plus constructif qui cherche à jeter les bases de la justice et du dialogue afin de ne pas être sélectif ou servir des objectifs trop étroits. Il a déploré les tendances du moment qui, par la photographie, la vidéo ou les mots, visent à dénigrer les êtres humains ou leurs religions. Cela ne reflète pas les valeurs essentielles de cette enceinte et l'ONU doit chercher à mettre plus en avant et à développer la culture de la paix, a dit M. Ahmed Mohamed. Il a appelé le Département à lutter contre les tentatives de diffamation des religions ou de leurs symboles et à organiser une campagne d'information, sur ce sujet. Enfin, il a salué les efforts du Département concernant le programme en faveur de la Palestine et des questions liées au Moyen-Orient.

M. OSCAR LEÓN GONZÁLEZ (Cuba) a noté le « développement vertigineux » des technologies de l'information et des communications (TIC). Néanmoins, l'utilisation de ces technologies peut, selon lui, constituer une menace grave pour la paix et la sécurité mondiales. Il a également souligné que ces technologies ne touchaient pas de manière égale toute la population mondiale, dont seulement 37% a accès à l'Internet et cela en grande partie dans les pays en développement.

La fracture numérique reste considérable puisque le taux de pénétration de l'Internet dans les pays en développement n'est que de 18%, a-t-il estimé. Il est regrettable qu'il ne soit toujours pas possible d'allouer une partie infime des budgets de défense existant à travers le monde afin de combler ce fossé numérique. Fort de ce constat, le représentant a estimé que les Centres d'information des Nations Unies (CINU) devaient continuer à jouer un rôle central pour la diffusion d'une information équilibrée qui tient compte des besoins du public auquel ils s'adressent. Il a également plaidé en faveur de l'utilisation de la radio en tant qu'outil de communication privilégié dans les pays du Sud.

Cuba dénonce l'agression lancée contre lui par des moyens de radio et de télévision par le Gouvernement des États-Unis, ce qui est une violation flagrante des normes internationales et des normes de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Cuba condamne l'objectif de ces transmissions radiotélévisées illégales, qui est de provoquer un renversement de l'ordre constitutionnel cubain. Cuba exige par conséquent à nouveau du Gouvernement américain de mettre fin immédiatement à ces émissions radiophoniques et télévisuelles.

Mme MARTÍNEZ (Mexique) a salué les efforts déployés par le Département de l'information et par ses Centres d'information. Grâce à la diffusion d'une information objective, impartiale, et dans les temps opportuns, il est possible de mieux comprendre le travail que l'Organisation des Nations Unies effectue dans tous les domaines. Elle a estimé que les nouveaux moyens technologiques jouaient un rôle essentiel, notamment aux niveaux politique et international. Si elle a appuyé ces nouveaux moyens de communication, la représentante a également souhaité que le recours aux moyens traditionnels (radio, télévision, presse écrite) soit renforcé et disponible dans différentes langues, y compris dans les langues locales. Le Département de l'information joue un rôle important dans l'éducation, a-t-elle dit, avant de saluer les efforts déployés par le Centre de l'ONU au

Mexique. Concluant son propos, la représentante a expliqué que son pays considérait l'information comme un élément indispensable en vue de favoriser une meilleure connaissance du travail de l'Organisation.

M. SERGIO RODRIGUES DOS SANTOS (Brésil) a souligné la nécessité que le Département de l'information diffuse des communiqués dans les six langues de l'ONU. Il a mis l'accent sur la radio portugaise de l'ONU, qui véhicule l'information sur l'Organisation accessible à tous les peuples qui utilisent ou qui comprennent cette langue. Le travail des Centres d'information des Nations Unies (CINU) dans le monde est de diffuser l'information concernant le travail effectué par l'Organisation, et ce, depuis six décennies. M. Dos Santos a mis l'accent sur les mesures prises par le DPI et le Gouvernement de l'Angola pour la création d'un centre d'information de langue portugaise à Luanda, premier bureau diffusant l'information dans cette langue en Afrique. La construction de ce centre devrait s'achever d'ici peu et le centre devrait bientôt pouvoir fonctionner.

M. Dos Santos a indiqué que l'Angola et le Brésil offraient à titre gracieux des locaux aux centres d'information régionaux de l'ONU et il a encouragé tous les États qui accueillent ces centres à faire de même afin de permettre au DPI de renforcer ses activités et ses réseaux. Il a également mis l'accent sur les nouveaux moyens de communication sociale tout en rappelant que les médias traditionnels étaient les plus aptes à transmettre les messages de l'ONU. Il a estimé que les médias nouveaux et traditionnels pouvaient facilement être utilisés de manière conjointe, notamment lorsqu'il s'agit d'informer sur des questions aussi essentielles et importantes que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les changements climatiques ou encore le maintien de la paix.

Enfin, M. Dos Santos a encouragé le DPI à poursuivre ses programmes de sensibilisation à l'image de celui sur la Palestine. La promotion du dialogue, a-t-il estimé, peut jouer un rôle important en vue de favoriser des initiatives de paix au Moyen-Orient. Concluant son propos, il a estimé que le rôle du Département était également de combattre l'intolérance, de contribuer à la culture de la paix et de combattre les préjugés.

Mme IDIT ABU (Israël) a salué le Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies, au moment même où, a-t-elle dit « la négation de l'Holocauste est véhiculée dans les forums les plus respectables ». Elle a ensuite souligné le rôle du site internet « iWitness », lancé par l'Institut de la Fondation de la Shoah et qui a bénéficié de la participation du Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies à son lancement en janvier dernier. Ce site contient de nombreux témoignages et vidéos de survivants de la Shoah et permet aux étudiants du monde entier de connaître cette histoire à travers les voix de plus de mille survivants de cette tragédie, a dit Mme Abu. Revenant sur les récentes initiatives prises par le Programme de communication, la représentante a estimé que la signification de ce programme est indéniable et qu'en conséquence il doit être renforcé pour l'information des futures générations.

Mme Abu s'est également déclarée très préoccupée par le Programme d'information sur les Palestiniens qui, a-t-elle estimé, « a été créé par une résolution anti-israélienne ayant pour but de promouvoir une seule vision du conflit ». La résolution ignore la nature complexe de ce conflit et promeut la diffusion d'une information biaisée qui sert seulement à alimenter l'animosité entre les parties, a-t-elle ajouté. « Étant donné la nature partisane de ce Programme, les autorités israéliennes n'entendent en aucun cas y participer », tant qu'une approche plus objective n'est pas adoptée, a affirmé la représentante.

M. ABDALLAH MANSOUR (Liban) a indiqué que son pays attachait une grande importance à ce que soient mieux connus, de par le monde, les services rendus par les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Liban soutient sans réserve la collaboration étroite entre le Département de l'information, celle des opérations de maintien de la paix et celle de l'appui aux missions, en particulier, dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale des soldats de la paix de l'ONU. Une fois encore, le Centre d'information des Nations Unies à Beyrouth a participé à cette campagne en organisant une exposition et un débat.

Le Liban presse le Département de l'information de continuer d'apporter son concours non seulement aux départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions mais aussi aux centres régionaux d'information, en informant sur les nouvelles réalités du terrain, ainsi que sur les défis que connaissent les opérations de maintien de la paix. Il se félicite que le site de l'ONU soit disponible dans les six langues officielles; il relève le soutien éditorial apporté au Département des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne la section relative aux questions de genre du site Internet. Enfin, le Liban soutient le Programme spécial d'information sur la question de Palestine qui assume le rôle essentiel d'informer à ce sujet et de soutenir les efforts en faveur d'une paix durable dans la région. Il appelle le Département de l'information à accroître encore ses activités à cet égard en dépêchant des équipes chargées de l'information pour brosser le tableau de la situation sur le terrain.

M. ALDHMANOI (Émirats arabes unis) a estimé que les technologies de communication sont les outils principaux contribuant à influencer les changements politiques et économiques dans le monde. Par conséquent, il faut avoir une stratégie responsable et équilibrée dans la diffusion de l'information, a-t-il précisé. S'agissant du fossé numérique qui persiste entre pays développés et pays en développement, il a mis l'accent sur la responsabilité des pays développés à apporter leur soutien aux pays en développement. Les Émirats arabes



unis proposent l'adoption d'une Charte d'honneur internationale pour garantir l'objectivité et la transparence ainsi que le respect des croyances et religions, loin des extrémismes et de l'intolérance qui peuvent exister dans le domaine de l'information.

Les Émirats arabes unis appuient les efforts du DPI afin de véhiculer « le message noble des Nations Unies » et souhaitent que les compétences de son personnel, y compris dans les CINU, soient développées. Ils accordent également une importance majeure au respect de la parité linguistique dans l'information des Nations Unies. Par ailleurs, les Émirats appellent le DPI à faire la lumière sur la réalité de la situation que vivent les Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé.

\* \*\* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**